



Laurent Guiraud

C'est dans les locaux d'OM Pharma, à Meyrin, que s'est tenu le rendez-vous, en présence notamment de la conseillère d'État Nathalie Fontanet.

Les cantons romands fustigent «Pas de Suisse à 10 millions!»

Votation fédérale La Conférence des gouvernements de Suisse occidentale s'oppose à l'initiative de l'UDC qui «menace la prospérité helvétique».

Rachad Armanios

C'est dans les murs d'OM Pharma, à Meyrin, que la Conférence des gouvernements de Suisse occidentale (CGSO) a communiqué lundi son opposition «ferme et unanime» à l'initiative fédérale de l'UDC «Pas de Suisse à 10 millions!»

Cette entreprise produit des médicaments contre les infections respiratoires et urinaires, une centaine de millions de capsules par an vendues dans une centaine de pays.

Elle emploie 420 personnes, dont 300 à Genève et 50 à Fribourg. Elle dépense 30 millions de francs par an pour la recherche.

Son CEO, Roch Ogier, insiste sur la nécessité de maintenir les conditions-cadres favorables qui lui permettent d'avoir son siège et son site de production à Meyrin. Soit «un accès à une main-d'œuvre pointue et aux talents, quels que soient leur pays, un accès aux marchés internationaux, une stabilité et une prévisibilité».

Libre circulation

Or, c'est tout l'édifice permettant la prospérité de la Suisse que l'initiative soumise le 14 juin mettrait à mal, insiste la présidente du Conseil d'État genevois, Nathalie Fontanet.

Car si le plafond démographique instauré était dépassé, «le Conseil fédéral devrait dénoncer l'accord sur la libre circulation des personnes» avec l'Union européenne, entraînant l'abandon de l'accès au marché unique, au risque de délocalisations, tout en menaçant les Bilatérales I.

«Il faut privilégier la main-d'œuvre indigène, mais l'immigration est nécessaire. Sans elle, 460'000 postes resteront vacants d'ici à 2035 à cause des vagues de départ à la retraite.»

Olivier Curty

Conseiller d'État fribourgeois et vice-président de la CGSO

De quoi sortir la Suisse notamment des accords Schengen et Dublin. Cela péjorerait la situation sécuritaire du pays tout en décuplant le nombre de requérants d'asile qui ne pourraient plus être renvoyés vers le premier pays européen d'accueil, relève Christelle Luisier Brodard, présidente du Conseil d'État vaudois.

La «logique de contingentements» générerait de l'incertitude et d'immenses complications administratives pour les entreprises, prévient Nathalie Fontanet. De quoi susciter des conflits pour figurer parmi les cantons et les secteurs privilégiés...

L'initiative bafoue ainsi l'autonomie des cantons, selon la magistrate. «Genève doit gérer lui-même son développement dynamique, qui nécessite de la flexibilité.»

Conseiller d'État fribourgeois et vice-président de la CGSO, Olivier Curty le reconnaît: «Il faut privilégier la main-d'œuvre indigène, mais l'immigration est nécessaire. Sans elle, 460'000 postes resteront vacants d'ici à 2035 à cause des vagues de départ à la retraite.» De quoi entraver le développement des entreprises et donc de l'emploi local que l'initiative «ne défend pas».

Avec elle, la Suisse deviendrait une «gérontocratie», craint encore Nathalie Fontanet: «En 2025, pour la première fois, les plus de 65 ans ont dépassé les 20% de la population et le nombre des moins de 20 ans.» Or, les travailleurs étrangers atténuent le vieillissement de la population.

La magistrate prévient: s'en priver serait «une bombe à retardement» pour les finances publiques des cantons, pour le financement des assurances sociales et celui de nos retraites auxquelles la main-d'œuvre étrangère «contribue plus qu'elle n'en bénéficie».

Zéro solution

Christelle Luisier Brodard dit entendre les inquiétudes liées à la pression démographique sur le logement, les transports et les infrastructures. Mais «l'initiative n'apporte aucune solution. Elle ne permettra pas de répondre à la pénurie de logements ni de faire baisser les loyers. Au contraire, en privant la construction de main-d'œuvre étrangère, elle entravera les nouvelles habitations nécessaires et les rénovations énergétiques indispensables».

Tout de même, 10 millions d'habitants plutôt que 11, 12 ou 13 millions, ce sera moins d'immeubles et donc de bétonisation... «Il y a de toute façon besoin de logements, 8000 sont en cours de construction à Genève. L'enjeu n'est pas une croissance à tout prix, mais l'absorption de cette croissance», répond Nathalie Fontanet.

Son homologue vaudoise insiste sur les objectifs de qualité de vie dans les quartiers et d'accessibilité des logements, tandis que Nathalie Fontanet évoque le Léman Express qui a répondu au défi de la mobilité. Or, l'initiative «saturerait davantage les routes genevoises» en multipliant le nombre de travailleurs frontaliers, qui ne sont pas concernés par le texte de l'UDC.